



Ce sera donc Emmanuel Macron contre Marine Le Pen. Ainsi, en ont décidé les Français. Convoqués aux urnes pour le premier tour de la présidentielle qui se disputait le dimanche 23 avril 2017, les 47 millions d'électeurs ont, en effet, propulsé en finale le patron du Mouvement En Marche (EM comme Emmanuel Macron) et la présidente du Front national (FN).

Même si, en début de soirée, les scores n'étaient pas encore consolidés et pouvaient toujours évoluer légèrement, les deux finalistes étaient crédités respectivement de 23 % et 21 % contre 19 % chacun à François Fillon et à Jean-Luc Mélenchon leurs poursuivants immédiats.

Rien de bien surprenant en réalité. Tant depuis de longues semaines et plus particulièrement ces derniers jours, les différents sondages plaçaient les deux personnalités en tête avec le candidat des Républicains et celui de « la France insoumise » dans le rôle d'outsiders. Rarement en fait scrutin aura été si singulier dans les annales de la Ve République française pour les cinq raisons principales qui suivent.

Primo un président sortant, François Hollande, obligé de renoncer à son second mandat du fait de ses propres turpitudes, mais aussi des ambitions et des trahisons de ses camarades du Parti socialiste (PS).

Deuzio, la dichotomie structurelle de la classe politique entre droite et gauche mise à mal du fait

Écrit par L'Observateur paalga

Lundi, 24 Avril 2017 08:39 - Mis à jour Lundi, 24 Avril 2017 08:52

---

que les prétendants officiels issus des primaires de ces deux camps (François Fillon et Benoît Hamon) ne ralliaient déjà pas tous les suffrages dans leur propre parti, on ne peut plus divisés et qui, pour la première fois, ne seront pas présents au second tour de la présidentielle.

Tertio, l'absence de véritables débats sur des projets de société durant une campagne polluée par les affaires, notamment celles de Fillon empêtré dans les emplois présumés fictifs de son épouse et de ses enfants dont les costumes chics sur mesure sont devenus de véritables camisoles de force pour Monsieur propre qui se faisait en réalité passer pour ce qu'il n'a jamais été, c'est-à-dire un modèle de vertu à toute épreuve dans une classe politique foncièrement corrompue. C'était sans pourtant celui qui avait le plus la carrure de l'emploi.

Quatro, la menace terroriste la dernière semaine de campagne qui a amené l'Etat à renforcer la sécurité autour des candidats, menace qui a débouché jeudi sur l'assassinat d'un policier sur les Champs-Élysées, à seulement quatre jours donc de l'élection, même si, à l'évidence, ce crime n'a pas profité particulièrement à l'un ou l'autre des concurrents.

Quinto, l'importance numérique des indécis et des abstentionnistes (qui pouvaient donc faire mentir les sondeurs s'ils décidaient finalement de se rendre aux urnes plutôt que d'aller taquiner la truite), une abstention qui était annoncée pour frôler le record de 28% à la présidentielle de 2002, celle où, précisément, Jean Marie Le Pen s'était glissé dans le couplé avec 17% des suffrages exprimés. Finalement, elle se sera établie à 23 %.

« Empêché » quasiment de battre campagne par ses casseroles trop bruyantes, Fillon et son compagnon d'infortune du PS Hammon qui plafonne à 6 % seront finalement les deux grands perdants de cette course à la magistrature suprême. Leur défaite sonnait du même coup comme la chute du modèle partisan en vertu duquel une présidentielle ne pouvait se gagner (jusque-là) sans un véritable appareil de combat électoral.

Et voilà que Macron, un « transparti » de 39 ans, ancien de la Banque d'affaires Rothschild égaré dans un gouvernement de gauche, qui était encore un illustre inconnu il y a à peine deux ans et dont le Mouvement a été lancé il y a quelque douze mois vient d'administrer la preuve du contraire. On avait trop vite oublié que c'était avant tout la rencontre d'un homme – ou d'une femme » avec son peuple. Faut-il pour autant croire que lui et, dans une moindre mesure, Marine viennent de cosigner l'acte de décès des partis traditionnels dits de gouvernement dans lesquels, il est vrai, les Français se reconnaissent de moins en moins ?

Quinze ans après donc, les Le Pen remettent ça. Mais si le premier tsunami provoqué par l'extrême droite en 2002 aux dépens d'un certain Lionel Jospin était inattendue, on sentait par contre venir celui-là. Conséquence sans doute de la faillite des politiques publiques mises en œuvre par la droite et la gauche indistinctement depuis des décennies, mais également le ressac planétaire qui déferle sur tous les continents, alimentée, qu'elle est, par la crise de l'immigration et l'islamisme radical qui, de Mossoul au Sahelistan en passant par Alep, Paris ou Londres, sèment la mort et la désolation.

Pour autant, ce n'est pas demain que Marine emménagera à l'Élysée. Comme en 2002, en effet, quand Jacques Chirac avait obtenu le score quasi soviétique de 82% au second tour, le FN, malgré l'entreprise de dédramatisation menée par la fille du monstre (qui, soit dit en passant, a gagné 1 million de voix par rapport à 2012), fera face à un Front dit républicain pour lui barrer la route. Grosse hypocrisie bien franchouillarde dans un pays où depuis Mitterrand toutes les majorités successives ont constamment maraudé dans le réservoir électoral du FN quand ça servait leurs intérêts du moment. Et un parti pour lequel 1 Français sur 5 a porté son choix ne peut plus être considéré contre l'épiphénomène qu'il était il y a quelques décennies.

En vérité, on peut penser tout ce qu'on veut des Le Pen père et fille, mais au moins avec eux les choses sont claires, en tout cas pour nous autres Africains et on sait à quoi s'en tenir si ...

Alors que nombre des dix autres candidats n'avaient pas une ligne directrice quant à leur future politique africaine si ce ne sont des compilations d'idées éculées et de propos convenus telle « la mort de la Françafrique », elle pour ce qui la concerne est claire sur ses intentions quitte à choquer.

Suppression du droit du sol et de la double nationalité extra-européenne, réduction du regroupement familial, non-régularisation des clandestins, aide au retour pour les migrants, suppression progressive du F CFA... voilà un petit aperçu de ce qui nous attend si ça devait être elle. Elle est xénophobe et après ? Pourquoi doit-on pousser des cris d'orfraie s'effaroucher du fait qu'elle ait des préférences nationales quand, au même moment sur le continent africain, des barrières artificielles sont dressées entre les peuples ; qu'en Afrique centrale il faut un visa pour aller d'un pays à l'autre et que, à intervalles réguliers, des noirs sont pourchassés, maltraités, tués ou expulsés par leurs frères noirs en Afrique du Sud, en Libye, en Algérie ou encore au Nigeria, en Côte d'Ivoire ?

Écrit par L'Observateur paalga

Lundi, 24 Avril 2017 08:39 - Mis à jour Lundi, 24 Avril 2017 08:52

---

Et puis, entre nous, si elle devait s'installer rue du Faubourg saint Honoré, la France de papa, ce serait vraiment finie et les négrillons seront bien obligés de s'émanciper un peu plus au lieu de se retourner systématiquement vers l'ancienne métropole au moindre pépin. Dommage qu'elle ait si peu de chance face à l'invincible armada «républicain» qui est en train de se former depuis hier.

La Rédaction

L'Observateur paalga